



Un seul vote

La défaite de l'Accord du lac Meech a eu 20 ans cette année. Cet échec a profondément marqué la politique canadienne en rendant pratiquement toute réforme constitutionnelle impossible et en transformant durablement le système partisan fédéral. Si l'Accord avait été entériné, il n'y aurait pas eu d'entente de Charlottetown, peut-être pas de référendum au Québec en 1995 et pas non plus d'Entente-cadre sur l'union sociale. Et le Bloc québécois n'existerait pas.

En rétrospective, il est tentant de voir dans ce résultat le jeu de forces profondes, qui divisent inéluctablement le Canada. Les Québécois veulent depuis toujours être reconnus comme une nation à l'intérieur du Canada, et les Canadiens refusent depuis aussi longtemps de faire cette concession. En 1990, les plus nombreux ont gagné.

En même temps, l'Accord du lac Meech est passé bien proche de réussir. Dans un livre fascinant intitulé *Just One Vote* (2009), le politologue Ian Stewart reconstruit minutieusement les événements pour montrer qu'il s'en est fallu de vraiment très peu. En fait, le vote d'un seul résidant du comté de Saint-Vital au Manitoba aurait pu faire toute la différence.

Les difficultés de Meech ont commencé avec l'élection de gouvernements qui ne se sentaient pas liés par le document signé par tous les premiers ministres en juin 1987. En octobre 1987, les libéraux de Frank McKenna sont arrivés au pouvoir au Nouveau-Brunswick en promettant d'exiger des amendements. En avril 1988 au Manitoba, les conservateurs de Gary Filmon ont battu de justesse les néodémocrates de Howard Pawley. Pour gouverner, ils avaient besoin de l'appui des libéraux de Sharon Carstairs, qui, de sa voix unique, déclarait d'emblée que Meech était mort. Le printemps

suivant, c'était le libéral Clyde Wells qui prenait le pouvoir à Terre-Neuve en s'engageant à rescinder l'approbation déjà donnée par sa province.

Selon Stewart, tout s'est joué au Manitoba. Si le gouvernement Pawley n'avait pas été défait, il aurait probablement fait approuver l'Accord en 1988 pour permettre à Ottawa de tout régler avant l'élection de Wells. Il aurait encore fallu convaincre McKenna, mais la pression aurait été très forte sur le gouvernement d'une petite province, qui en plus comptait une importante minorité acadienne favorable à l'Accord. D'ailleurs, le 15 juin 1990, à quelques jours de l'échéance, le Nouveau-Brunswick a approuvé l'Accord.

Ce sont donc Filmon et Carstairs qui ont décidé. Or ce n'est que par une voix que le gouvernement Pawley avait été défait en mars 1988, lors d'un vote sur le budget. En guerre ouverte avec son parti, le député de Saint-Vital, Jim Walding, avait alors voté avec les conservateurs pour faire tomber son propre gouvernement.

Walding était le député d'arrière-banc par excellence. Au début, le discret opticien se disait d'ailleurs content d'être simple député. Mais à sa quatrième victoire en 1981, Walding était devenu l'un des plus anciens députés de son parti et il estimait mériter une promotion. Or, sans trop donner de raisons, Pawley ne lui trouva pas de place au Conseil des ministres. Il le nomma plutôt président de l'Assemblée législative.

Dès lors, une certaine distance s'installa entre les deux hommes. Le différend s'accrut quand Walding refusa de mettre fin à une obstruction parlementaire orchestrée par les conservateurs afin de prévenir l'adoption d'une loi sur le statut du français. Proche de la mouvance anti-français, Walding se montra alors conciliant avec les conservateurs, et il força finale-

ment le premier ministre à proroger la session sans obtenir sa nouvelle loi.

Pour Walding, c'était le début de la fin. À l'automne 1985, pour la première fois, le député n'allait pas voir sa nomination confirmée sans opposition. Deux rivaux se présentèrent dans Saint-Vital : Gerri Unwin, présidente de l'association de comté, et Sig Laser, conseiller au bureau du premier ministre.

Mais au second tour, le soir de l'assemblée de nomination, Walding obtint 203 votes et Laser 202.

Ian Stewart a fait un travail remarquable pour retracer, plusieurs années plus tard, les votes et les gestes des uns et des autres. Il y a, par exemple, l'histoire de la vieille dame qui attendait une voiture de l'équipe Laser qui n'est jamais venue, et qui a fini par promettre de voter Walding pour avoir un chauffeur, parce qu'elle ne voulait pas rater sa sortie du dimanche. Celle de Jay Goldstein, qui a appuyé Laser au premier tour mais a changé pour Walding au second, contre l'avis de sa femme Carol. Et celle, bien sûr, de Gerri Unwin, qui n'a pas su donner un mot d'ordre clair à ses partisans pour le second tour.

Walding l'a donc emporté par un seul vote, peut-être celui de la vieille dame, et il a ensuite gagné une autre élection provinciale. Mais une fois élu, il a conduit son parti à sa perte, entraînant peut-être en même temps l'échec de Meech.

On pourra débattre longtemps de la séquence des événements proposée par Stewart, qui mène de Saint-Vital à Meech. Mais l'histoire demeure fascinante. Portrait attentif et passionné de la vie politique au niveau le plus local, *Just One Vote* offre aussi une sorte de fable morale, et une bien belle leçon de démocratie.

Alain Noël est professeur de science politique à l'Université de Montréal.